

AFFAIRE CNAN

Le juge ordonne l'ouverture d'une information complémentaire

Rebondissement dans l'affaire du groupe Cnan. Alors que toutes les parties étaient dans l'attente du verdict, le président du pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed (Alger) ordonne l'ouverture d'une information complémentaire. L'annonce a été faite hier dans la matinée à l'ouverture de l'audience.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le juge n'a pas donné plus de précisions concernant sa décision, mais il semble que cette mesure stipule «une étude supplémentaire du dossier à la lumière des pièces et autres arguments avancés par la défense lors de sa plaidoirie». Pour rappel, dans cette affaire, sont poursuivis pour des chefs d'inculpation de corruption 21 cadres du groupe de transports maritimes Cnan, dont deux ex-P-dg. Ainsi, en plus de l'ouverture d'une information complémentaire, le président du pôle judiciaire spécialisé a également ordonné que des experts maritimes, des finances et comptabilité ainsi que les représentants de l'Inspection générale des finances et du groupe Cnan soient convoqués pour être entendus. Le juge a aussi prononcé dans son verdict le «rejet de la demande de mise en liberté provisoire» du présumé accusé Boumbar Ali, ex-P-dg du groupe Cnan, en détention provisoire depuis

cinq ans. Le président du pôle judiciaire spécialisé n'a pas précisé, dans son verdict la durée de cette information complémentaire. Le parquet, pour rappel, avait requis des peines de prison entre 2 et 10 ans contre les 21 personnes mises en cause dans cette affaire. Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public a demandé des peines allant de 8 à 10 ans contre les 21 personnes, des cadres de l'entreprise, impliquées dans cette affaire de corruption. Le ministère public a requis une peine de dix ans de prison ferme contre les deux ex-P-dg

Boumbar Ali et son prédécesseur Djoudi Tahar, ainsi que Ghit Feraoun, en fuite. Une peine de 8 ans de prison ferme a été requise contre Koudil Ali, alors que le reste des prévenus ont écopé de peines de deux à sept ans de prison. L'affaire, qui remonte à 2002 et dans laquelle sont impliquées 21 personnes au total poursuivies pour plusieurs chefs d'inculpation, a été reportée à plusieurs reprises. Selon l'arrêt de renvoi, les prévenus doivent répondre de plusieurs chefs d'accusation, à savoir «la dilapidation de deniers publics», «corruption», «trafic

d'influence», «violation de la réglementation relative aux mouvements de capitaux de et vers l'étranger». Le principal accusé dans cette affaire, l'ex-directeur général de Cnan Group (actuellement en détention préventive), est accusé de plusieurs dépassements alors qu'il était en poste, dont celui «d'avoir bradé 10 navires appartenant à la flotte de la compagnie, et à sa richesse, accumulée durant plus de 40 ans, et ce, dans le cadre d'une privatisation», selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation.

A. B.

TRANSPORT AÉRIEN

Endossement automatique entre Tassili Airlines et Air Algérie

L'endossement des billets de transport sera automatique entre les compagnies aériennes nationales Tassili Airlines et Air Algérie.

Un accord commercial a été signé récemment entre les deux compagnies, indiquait hier le président-directeur général de Tassili Airlines, Fayçal Khelil, qui était l'invité du forum du quotidien *El Moudjahid*. En attente néanmoins de validation, cet accord permettra à tout voyageur détenteur d'un billet d'Air Algérie de pouvoir voyager avec Tassili Airlines et inversement, en cas d'impondérables (retards, annulations...). Certes, l'endossement automatique des

billets a été déjà pratiqué par le passé (entre Air Algérie et la défunte Khalifa Airways). Cette facilitation devrait néanmoins conforter la complémentarité-concurrence entre Air Algérie qui détient quelque 97% de parts de marché dans le transport régulier et Tassili Airlines, filiale à part entière de Sonatrach et qui détient 2 à 3%, selon Fayçal Khelil. Précisons néanmoins que Tassili Airlines assure principalement le transport de la relève pétrolière et parapétrolière et

n'active sur le réseau domestique régulier que depuis mars 2013 avec déjà une vingtaine de dessertes, outre le recours aux vols charters. A l'international, la compagnie n'est présente que depuis la fin 2014, avec deux dessertes actuellement sur Marseille et Strasbourg et une desserte sur Lyon dès juillet prochain, outre le déploiement de vols charters en discussions avec des tours-opérateurs. Outre le développement du transport médical (l'évacuation sanitaire) dès la fin de l'année, le P-dg de Tassili Airlines indiquera que sa compagnie examine un projet d'extension de la flotte

aérienne qui compte actuellement 12 avions, par l'acquisition de cinq autres appareils. Cela même si Fayçal Khelil relèvera que le taux de chargement des appareils avoisine en moyenne 60%, la compagnie misant sur l'optimisation, le yield management en matière de trafic. D'autre part, l'invité du forum a estimé que la situation financière de Tassili Airlines est satisfaisante, avec une croissance du chiffre d'affaires de 80% entre 2011 et 2014, la réduction «drastique» du déficit qui était de 500 millions de dinars en 2012.

Cherif Bennaceur

ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Aprue fait la promotion de leur utilisation auprès des communes

L'Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue) fait la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables au niveau local.

Selon l'Aprue, plus de 80% de l'énergie produite en Algérie est consommée au niveau des communes dans l'éclairage public, les écoles, les bâtiments, l'industrie, les transports et autres.

Pour sensibiliser les communes à réduire leur consommation énergétique et les émissions carbone, un projet CES-MED a été initié. Un programme régional destiné à accompagner des autorités locales et des municipalités de neuf pays de la rive sud du Bassin méditerranéen dans «une plus grande prise en compte des questions de consommation énergétique et des potentialités économiques et environnementales d'une consommation énergétique raisonnée».

En l'Algérie, le projet propose d'accompagner trois communes retenues par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Batna, Boumerdès et Sidi-Bel-Abbès ont été choisis comme wilayas pilotes pour la mise en place de plans d'action énergétiques. Ces plans ont pour objectif de quantifier, sur des bases scientifiques et techniques reconnues internationalement, les économies en matière de consommation énergétique, que la municipalité pourra raisonnablement envisager par la mise en place de mesures techniques et organisationnelles appropriées, ont expliqué les initiateurs de ce projet. Il s'agit, entre autres, de l'utilisation de lampes de basse consommation dans l'éclairage public et du GPL carburant dans les véhicules. Dali

Kamel, directeur des projets à l'Aprue, a expliqué hier, en marge de la présentation des résultats préliminaires de la phase pilote, que l'objectif de ce projet est d'aider les communes à établir un plan d'action dans les énergies durables et réduire ainsi leur part du budget consacré aux postes énergétiques. Le projet, dit-il, initié en 2013 s'étalera jusqu'à la fin de l'année en cours. à partir de l'année

prochaine, explique l'intervenant, l'expérience sera élargie vers les autres wilayas. «L'intégration de l'énergie durable dans la vie quotidienne des citoyens demeure un outil incontournable pour améliorer leur confort tout en réduisant leurs charges énergétiques, avec une préservation accrue de l'environnement», souligne l'Aprue.

S. A.

EN RAISON DE LA BAISSÉ DE LA FISCALITÉ PÉTROLIÈRE

Le Fonds de régulation n'a pas été alimenté durant le 1^{er} trimestre

Le Fonds de régulation des recettes (FRR) n'a pas été alimenté durant le premier trimestre 2015. Cette absence d'alimentation s'explique par la Direction générale des Impôts (DGI), citée par le fait que la fiscalité recouvrée n'a pas encore atteint la fiscalité prévisionnelle de l'année (1 723 milliards de dinars). Les recettes fiscales pétrolières se sont établies en effet à 569,5 milliards de dinars au premier trimestre 2015, contre 793 milliards de dinars durant la même période de l'année 2014, soit un recul de 28%.

Cette fiscalité a représenté 44,8% des recettes du budget de l'Etat et des collectivités locales qui se sont chiffrées à 1271 mds DA durant les trois premiers mois de l'année en cours. Or, la loi de finances de 2015 table sur une fiscalité pétrolière budgétisée de 1 723 milliards de dinars sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole à 37 dollars. Notons dans ce contexte que les exportations algériennes des hydrocarbures ont baissé de 31,7% durant les trois premiers mois de 2015 par rapport à la même période en 2014 passant à 10,62 milliards de dollars contre 15,56 milliards de dollars, soit une chute de près de 5 milliards.

Le prix moyen du pétrole algérien, le Sahara Blend, a été de 47,9 dollars en janvier 2015 et de 58,2 dollars en février alors qu'il avoisinait les 110 dollars au cours de la même période en 2014. Ce faisant, et à moins d'une remontée soutenue des cours de l'or noir, et donc, l'amélioration des recettes d'exportation, et à condition que la politique budgétaire et fiscale soit réorientée, le risque de voir le FRR se vider rapidement plane encore.

C. B.

ACCORD DE PARTENARIAT ENTRE LE CRA ET LE FCE
Création d'une centrale de stockage de denrées alimentaires

Le Croissant-Rouge algérien et le Forum des chefs d'entreprises ont signé, hier, à Alger, un accord de partenariat dans le domaine humanitaire. «Cette convention est historique, elle entre dans le cadre d'un partenariat portant sur la création d'un espace de stockage de 5 000 mètres cubes, afin de préserver les produits de première nécessité», a expliqué la représentante du CRA. Pour Benhabylès, «il s'agit surtout de renforcer les capacités du Croissant-Rouge algérien afin d'accomplir convenablement son action humanitaire». Le président du FCE, Ali Haddad, lors de la conférence, a affirmé qu'«en plus de la construction de la station, l'équipement et la formation des gestionnaires de la centrale seront assurés». En notera la présence des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui «a envoyé des experts, pour réaliser une étude technique sur la conformité de la centrale aux normes internationales». Madame Benabylès, au nom du Croissant-Rouge algérien, a tenu à remercier le wali d'Alger Abdelkader Zoukh qui leur a fourni un terrain à Rouiba, d'une superficie de 5 000 m². H. K.